

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Tract de FM-DS pour les manifestation du 7 mars

Dehors ce gouvernement !

Avant 2007 !

- Social - CPE, CNE -

Date de mise en ligne : dimanche 5 mars 2006

Démocratie & Socialisme

Ce gouvernement est minoritaire et cela se sait depuis 2004 et 2005. Il a résisté à un des plus long combat social de notre histoire en 2003, Raffarin ayant déclaré, pour imposer la casse de la retraite à 60 ans refusée par des millions de grévistes et 66 % de l'opinion : « Ce n'est pas la rue qui gouverne ». Mais le 28 mars 2004, avec 19 régions sur 20 passées à gauche, et 51 départements sur 100, pour la première fois depuis 1989, avec une écrasante majorité à gauche le 13 juin 2004, et encore une victoire nette du « non » de gauche le 29 mai 2005, il ne fait aucun doute que le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy est minoritaire aussi dans les urnes.

Au moins dans un cas comme cela, s'ils étaient démocrates, ils devraient dissoudre l'Assemblée nationale sans attendre les échéances. Mais au moins, ils ne devraient pas imposer des décisions par la loi, sans concertation, ni consultation !

Or M. de Villepin procède systématiquement par « ordonnances » et « article 49-3 » il fait taire les députés, et ne consulte ni les syndicats, ni les associations de jeunesse, même quand il leur impose des régressions violentes et forcées comme le « Cne » et le « Cpe ».

On a comme l'impression que Villepin, dans une surenchère avec Sarkozy, met les bouchées doubles pour complaire au Medef, pour démanteler tout le Code du travail, avant 2007. Il veut tout casser avant de partir...

On a donc affaire à un gouvernement minoritaire qui procède par coups de force illégitimes.

Désormais plus de 58 % des français, 68 % des jeunes de 20 à 25 ans concernés, se prononcent contre le Cpe, Il serait conséquent que tous les opposants à sa politique demandent sa démission, la dissolution de l'Assemblée et des élections anticipées !

La mobilisation monte : le 7 février, au tout début de la mobilisation, il y a eu d'emblée plus de 400 000 manifestants (sans mot d'ordre de grève syndical et alors que lycées et universités étaient fermés et vides pour cause de vacances). Depuis, les 14 et 16 février, les jeunes scolarisés présents dans leurs établissements font monter la mayonnaise. Il est prévu un autre grand rendez vous le 7 mars, avant que tout ne converge... Cette question ne concerne pas seulement les jeunes mais tous les salariés qui sont en Cdi et qui sont menacés du même coup...

Villepin fait le sourd, comme Balladur tenta de le faire en février-mars 1994. Villepin doit savoir que le Cip a été retiré après avoir été voté, et qu'il peut lui arriver la même chose, le Cne et le démantèlement du Code du travail et de l'inspection peuvent être bloqués par des millions de manifestants...Et son départ peut être imposé !

Il ne s'agit pas d'une mobilisation institutionnelle ou presse-bouton venue d'en haut : c'est aux jeunes et aux salariés de prendre cette affaire en main. Pousser le plus loin possible la lutte et l'exigence du départ de ce gouvernement, c'est aussi faire pression sur toute la gauche pour qu'elle arrête ses palinodies du type de la rencontre du 8 février.

Le temps de l'unité de toute la gauche, sans exclusive, urge. Il faut vite, un programme commun, un vrai programme alternatif, pas une resucée sociale libérale ! Et le candidat le mieux placé qui se présentera ensuite devra tenir compte de ce programme commun et même être un candidat commun, pourquoi pas, dès le premier tour ? Ce serait plus sûr que de risquer une division et de ne pas être au deuxième tour !

Non seulement tout faire pour battre le Cne, le Cpe, mais exiger sans complexe le départ anticipé de cette

droite qui vient d'oser rétablir le travail de nuit pour les enfants de 15 ans, voilà la tâche immédiate de la gauche unie.

Editorial du Journal « Démocratie & Socialisme » du 20 février 2006